



Déclaration préalable de la FSU au CTSD du 23 juin 2022.

Ce gouvernement a imposé pendant cinq ans des politiques délétères à l'Éducation Nationale. **La situation du service public d'éducation est historiquement grave, notre institution est au bord de l'effondrement comme le montre la crise du recrutement.** Celle-ci est désormais systémique faute, notamment, de réelle revalorisation salariale et d'amélioration de nos conditions de travail.

Les projets de réforme d'Emmanuel Macron, ses déclarations à Marseille le 2 juin, avec des **propos souvent méprisants ou déconnectés de la réalité** prouvent qu'il compte bien poursuivre sa politique ultralibérale de destruction du service public d'éducation. En organisant un « job dating » à grand renfort de communication, le Rectorat de Versailles reconnaît ce que **la politique menée par Jean-Michel Blanquer a entraîné, une très forte désaffection pour les concours de l'Éducation nationale. Le manque d'enseignant.es statutaires est particulièrement préoccupant dans les Yvelines.**

Mais ce mode de recrutement est également la marque de la volonté de recruter essentiellement des contactuel.le.s et donc de **s'attaquer à nos statuts.** Par ailleurs il est aberrant de faire croire qu'on peut recruter des enseignant.es en quelques minutes, lors d'un entretien qui ne permet ni de vérifier les connaissances académiques et didactiques ni les compétences pédagogiques que les candidat.es aux concours travaillent plusieurs années de suite et appliquent lors de stages en classe. L'ersatz de formation promis aux futur.e.s collègues ne peut être satisfaisant. Les conditions d'exercice de ces futurs collègues nous inquiètent.

L'école doit bénéficier de plus de moyens afin de résorber le déficit d'école subi depuis 2 ans, de fonctionner sereinement, d'aider tous les élèves et peut-être enfin s'attaquer franchement aux inégalités.

Le dialogue social a été laminé et les opérations concernant vos promotions et vos nominations sont désormais arbitraires sans le souci de l'équité et de la transparence propre à tout exercice de l'autorité.

Salaires, conditions de travail, mobilité, liberté pédagogique, collectif de travail, baisse des effectifs dans toutes les classes, autant de thèmes mis en exergue par nos collègues dans la grande enquête menée par le SNUipp-FSU. **La rupture avec le ministère de l'éducation nationale est également implacable : seuls 5 % des collègues interrogés faisaient encore confiance au ministre Blanquer.** **Ce sont désormais des actes et non de vagues promesses ou des symboles de rupture qui sont attendus par la profession.**